

#tour d'ivoire **Paul De Grauwe** Professeur à la London School of Economics

Souveraineté formelle et réelle

L'ex-Premier ministre britannique David Cameron n'entrera pas dans les livres d'histoire en tant que leader éclairé. Cependant, quand, en 2014, il autorisa le référendum écossais, ce fut un geste intelligent. Le référendum eut lieu le 18 septembre 2014. Moins de la moitié (45 %) des Écossais votèrent en faveur de l'indépendance.

Le contraste avec le référendum en Catalogne ne pourrait pas être plus grand. Le Premier ministre espagnol Rajoy décida d'utiliser la violence pour empêcher ce référendum, même si celui-ci, organisé de façon pacifique, aurait probablement conduit à un résultat similaire à celui de l'Écosse. L'Espagne et la Catalogne sont maintenant mêlées dans un conflit existentiel ; une situation qui aurait pu être évitée si le Premier ministre espagnol n'avait pas souffert de dogmatisme et d'un degré de nationalisme égalant en intensité la version catalane.

Les nationalistes catalans ont maintenant bénéficié d'un coup de pouce fantastique grâce à la stupidité de Rajoy. Les images télévisées des policiers robotiques espagnols frappant jeunes et vieillards pour les empêcher de voter ont créé une perception d'un peuple opprimé qui lutte pour sa liberté.

Trois mythes

Rien ne pourrait être plus loin de la réalité. Les Catalans ne sont pas un peuple opprimé. Ils ont un haut degré d'autonomie. Ils peuvent organiser leur propre éducation dans leur propre langue. Il n'existe aucun obstacle au développement culturel de la Catalogne. C'est la région la plus prospère d'Espagne. Barcelone est une ville animée comme aucune autre en Espagne. Les Catalans sont entendus au niveau régional, national et européen. L'image d'un peuple opprimé est ridicule.

Le nationalisme catalan est du même genre que le nationalisme britannique qui a conduit au Brexit. Il est basé sur trois mythes.

Le premier mythe est qu'il y a un ennemi extérieur. Pour les « Brexiteers », ce sont les autorités européennes (la Commission européenne, la Cour européenne, etc.) qui imposent leur volonté arbitraire à la Grande-Bretagne. Pour les nationalistes catalans, l'ennemi est le gouvernement espagnol qui opprime le peuple catalan.

Le deuxième mythe est que le peuple qui lutte pour son indépendance a une identité clairement définie. La tâche des politiciens nationaux est d'écouter la volonté du peuple. Il n'y a qu'une seule voix. Il n'y a pas de place pour des voix différentes et opposées. Pour le gouvernement britannique, le Brexit est un acte de patriotisme. Les adversaires de Brexit ne sont pas de véritables patriotes.

Le troisième mythe est que l'indépendance générera une prospérité économique insoupçonnée. Lorsque le peuple « reprendra le contrôle », il aura les outils nécessaires pour atteindre la plus grande prospérité économique. C'est aujourd'hui l'argument des « Brexiteers » comme Boris Johnson. Lorsque le Brexit sera réalisé (de préférence le plus tôt possible), la Grande-Bretagne aura atteint son véritable destin. « Global Britain » prendra le relais de l'UE protectionniste. La Grande-Bretagne conclura des accords de libre-échange avec le reste du monde, ce qui entraînera une prospérité sans précédent. Un argument similaire de plus de prospérité pour une Catalogne indépendante est aujourd'hui une idée clé des nationalistes catalans.

Une souveraineté écornée

La réalité est que la mondialisation

porte atteinte à la souveraineté nationale. Cela se produit de plusieurs façons. Un exemple. Les grandes multinationales exercent un chantage sur les gouvernements nationaux en Europe, de sorte que l'impôt des sociétés diminue presque partout. Toutefois, dans aucun pays il n'y a une volonté du peuple d'une réduction de cet impôt. Cette réduction est le résultat du fait que les gouvernements agissent en tant qu'entités nationales. S'ils décidaient conjointement des impôts des sociétés en Europe, les multinationales seraient incapables de faire chanter ces gouvernements et il n'y aurait pas de baisse progressive des impôts des sociétés.

Un autre exemple. Le commerce international aujourd'hui n'est pas tellement influencé par les tarifs à l'importation mais par les barrières non tarifaires. Les grands pays décident des normes et des régulations qui régiront le commerce. Il existe maintenant essentiellement trois pays, les États-Unis, l'UE et la Chine qui peuvent aspirer à décider de la nature de ces normes et règles. Les autres pays ne jouent aucun rôle. Ainsi, lorsque la Grande-Bretagne sort de l'UE afin de gagner plus de souveraineté (« pour reprendre le contrôle »), ce gain n'est que formel. En fait, sa véritable souveraineté diminue. De toute évidence, il en va de même pour la Catalogne.

Nous arrivons au paradoxe suivant dans un monde globalisé : lorsque les nationalistes poursuivent une plus grande souveraineté formelle, ils atteignent moins de souveraineté réelle du peuple. Ils veulent reprendre le contrôle et ils finissent par avoir moins de contrôle. C'est ce que la Grande-Bretagne découvrira très vite. C'est aussi ce que les nationalistes catalans vont réaliser s'ils poursuivent leurs rêves nationalistes.

Ce paradoxe a un corollaire : lorsque les pays en Europe renoncent à la souveraineté formelle, cela conduit à une plus grande souveraineté des peuples d'Europe. ■